

Initiatives ministérielles

La confiance est peut-être l'un de ces éléments qu'on a du mal à définir, mais qui devient de plus en plus important pour la reprise de l'économie. Nous avons besoin de faire redémarrer notre économie. On ne peut y parvenir si les gens n'ont pas confiance et ne croient pas que la situation va s'améliorer. C'est un élément qui est absent de l'équation économique depuis de nombreuses années. Les gens sont méfiants parce qu'ils ne sentent pas que le gouvernement national est prêt à apporter des changements, à ne pas conserver le statu quo, mais à les aider et à les encourager à prendre à nouveau des risques. C'est le problème des entrepreneurs. Il n'y plus assez de gens qui prennent des risques parce qu'ils ne croient pas que cela en vaille la peine. Ils n'ont pas confiance.

Les gouvernements ont un rôle de chef de file à jouer, pas toujours pour intervenir sur ce marché, mais pour donner cette confiance et pour fournir cet encouragement et cette inspiration aux entrepreneurs pour qu'ils puissent prendre les risques.

Bien que nous appuyions un grand nombre des changements contenus dans le projet de loi dont nous sommes saisis, je voudrais dire ici au ministre des Petites entreprises qu'il faut aller au-delà de la Loi sur les prêts aux petites entreprises, examiner les autres éléments de l'équation des petites entreprises et reconnaître qu'il faut passer des belles paroles et des belles brochures et d'un beau budget à des actions concrètes pour que ces petites et moyennes entreprises puissent prendre leur essor.

[Français]

M. Nic Leblanc (Longueuil): Monsieur le Président, j'aurais quelques commentaires à faire concernant ce projet de loi en ce qui concerne l'aide aux petites entreprises. Pour avoir été un petit entrepreneur moi-même pendant plusieurs années, ce qu'on reprochait le plus, particulièrement aux subventions ou à l'aide gouvernementale, c'était la complexité de ces programmes. Mais, encore une fois, on augmente les subventions de 100 000 ou de 200 000 à 250 000 \$, mais on oublie le critère principal, c'est-à-dire qu'on continue à rendre très complexe l'accessibilité de ce programme. Le problème, c'est que les banques qui gèrent ces programmes ne sont pas intéressées à prêter pour ce genre d'entreprises. Et c'est là le problème. Pourquoi ne sont-elles pas pressées de le faire? C'est parce que cela est complexe pour elles aussi. Voilà où se situe le problème.

Souvent, les entreprises financières qui prêtent à ces petites entreprises se rendent compte, après un certain temps, quand l'entreprise a des difficultés, que le gouvernement décide de dire, à la fin: «Écoutez, monsieur le banquier, vous n'avez pas respecté les critères qu'on vous avait imposés; alors, on ne vous garantit plus le prêt». Voilà le problème majeur. Alors que ce devrait être la Banque fédérale de développement qui devrait gérer ces programmes-là, quitte à garder un certain pourcentage de bénéficiaires pour gérer ces programmes-là au lieu d'essayer de transférer cela aux banques, de donner la responsabilité aux banques, dès qu'il y a un petit pépin, le gouvernement dit qu'il ne garantira pas parce que les critères n'ont pas été respectés. Le problème fondamental du programme n'a pas été changé, monsieur le Président.

Or, j'aimerais demander au député qui vient d'en discourir ce qu'il pense de ce que je viens de mentionner.

[Traduction]

M. Marchi: Monsieur le Président, le député soulève un certain nombre de points intéressants. Je respecte le fait que, avant de venir ici, il ait été, et est peut-être encore, actif dans le secteur de la petite entreprise. Mon père a eu une petite entreprise jusqu'à sa retraite.

Nous avons tous eu des associations plus ou moins étroites avec le monde de la petite entreprise.

Le député parle de réglementation et du fait que, peut-être, certains règlements ne sont pas bien compris. Je pense que le problème est plus dans l'attitude des organismes de prêt et dans celle du gouvernement national actuellement au pouvoir, que dans l'attitude des PME. Leurs relations ne sont peut-être pas aussi saines qu'elles devraient l'être. J'y ai fait allusion dans mes remarques il y a un moment.

Cependant, je pense que les organismes prêteurs ont un rôle à jouer, en particulier pendant les périodes difficiles comme celle que l'on traverse actuellement. Ils doivent montrer plus de respect pour leurs clients qu'ils n'en ont montré par le passé, et notre gouvernement national devrait s'assurer que c'est ce qu'ils font.

Chaque fois que l'on dit cela, il y en a de l'autre côté qui poussent les hauts cris, sous prétexte que ce serait de l'ingérence dans le marché, ce que l'on doit éviter à tout prix. Cependant, ce sont les mêmes qui, maintenant entrepreneurs, demandent que le gouvernement pousse les organismes de prêts à répondre un peu mieux aux